

ITALIE. Une lettre de Rome du 4 avril annonce que les arrangements définitifs pour le retour du pape ont été faits.

ALLEMAGNE. Le cabinet autrichien a annoncé sa détermination de ne souffrir qu'aucune puissance allemande contre-venne au traité de 1815, sous prétexte de rétablir l'unité de l'Allemagne.

Une insurrection en Croatie a été réprimée.

Les réfugiés hongrois ne sont pas encore arrivés à leur destination en Asie-Mineure ; le comte Bathiyani est malade au lit.

Le mouvement protestant progresse en Bohême et en Hongrie.

GRÈCE. La question grecque n'a pas encore été réclée : s'il faut en croire une dépêche télégraphique du 2 avril, datée d'Athènes, les moyens de conciliation proposés par l'envoyé français n'ont pas eu un succès complet.

L'empereur de Russie a donné l'assurance de son intention d'appuyer le roi Othon.

On a déposé au parlement un rapport qui constate à quel chiffre s'élève le nombre des étudiants qui sont entrés annuellement, pendant le cours de ces cinq dernières années, dans les collèges dépendant des universités d'Oxford, de Cambridge et de Dublin. Ce chiffre s'élève, pour l'université d'Oxford, en 1845, à 438 élèves ; en 1846, à 410 ; en 1847, à 406 ; en 1848, à 411 ; et en 1849, à 440. Pour l'université de Cambridge, en 1844, à 533 ; en 1845, à 527 ; en 1846, à 560 ; en 1847, à 517. et en 1848, à 499. Pour l'université de Dublin, ou *Trinity College*, le nombre des élèves inscrits a été, en 1845, de 366 ; en 1846, de 368 ; en 1847, de 371 ; en 1848, de 333 ; et en 1849, de 327.

La seconde lecture de Mr. Brownson a eu pour objet de prouver que hors de l'Église Catholique il ne peut y avoir de vraie liberté.

Trop souvent, on confond la liberté avec la licence et l'autorité avec le despotisme.

La vraie liberté non seulement n'est pas ennemie de l'autorité, mais même ne peut exister sans elle. Elle consiste pour l'individu à dominer ses passions par la vertu, et pour la société, à réprimer les penchants vicieux de la multitude ; or cela est-il possible sans l'autorité ? Une société est libre lorsqu'elle est gouvernée non par la volonté, mais par la loi, c'est-à-dire, par l'autorité unie à la raison et à la justice. Peu importe, dans ce cas, la forme du gouvernement : la liberté peut exister sous toutes les formes, et aucune n'est de droit divin. C'est donc une erreur de dire avec le roi protestant Jacques I, que la monarchie est de droit divin, ou

avec les démocrates que la démocratie est le seul gouvernement compatible avec la liberté.

Qu'a-t-on gagné par toutes les révolutions entreprises au profit de la licence sous le nom de la liberté ? Au 17^e siècle, l'Angleterre, après la mort de Charles I, s'est trouvée heureuse de pouvoir échapper à l'anarchie par le protectorat de Cromwell ; l'excès de liberté avait rendu le despotisme nécessaire. Au 18^e siècle la France renverse toutes ses institutions, un despotisme affreux, si bien caractérisé sous le nom de *règne de la terreur*, apprend aux hommes que *liberté n'est pas licence*, et que s'il fallait choisir, le despotisme d'un seul serait mille fois préférable au despotisme de la multitude : voyez aussi la France chercher son salut au pied du trône impérial. En 1830, ce même peuple élit un *roi-citoyen*, la licence qui accompagne toute révolution rend nécessaires toutes les mesures du roi détrôné, avec un degré de plus. Le *roi-citoyen* est remplacé en 1848 par la *république* ; voit-on dans toute l'histoire de la France, quelque chose de plus despotique que le *gouvernement provisoire* ? Louis XIV, qui disait : *L'État c'est moi* ! n'a jamais usé d'un pouvoir semblable. Voilà ce que l'on gagne à exalter la licence sous le nom de liberté ; à fomentier les passions animales de l'homme et à leur faire croire que tout ce qui leur oppose un frein est injuste.

Les tracasseries de la police ont été inventées par des démocrates qui les avaient rendues nécessaires par leurs doctrines.

Ce sont leurs excès qui ont empêché toutes les réformes que les autorités légitimes voulaient faire. Ils ont tout bouleversé parce qu'on ne voulait pas admettre leurs systèmes : comme si la meilleure constitution pour un peuple n'était pas la mieux appropriée à ses usages, à ses traditions et de mille circonstances qui varient d'un pays à l'autre ! Comme si ce devait être l'ouvrage d'un homme et d'un jour et non pas du peuple et des siècles.

Si les États-Unis prospèrent depuis leur séparation d'avec l'Angleterre, c'est que la forme démocratique existait chez eux avant cette époque, et l'histoire prouve qu'ils n'ont rien changé en se séparant. Le Mexique et les provinces de l'Amérique du Sud, ont perdu beaucoup en se séparant de l'Espagne, c'est qu'elles ont passé trop vite de leurs institutions monarchiques à la forme démocratique.

Voyez encore le règne de la terreur à Rome et dans les Cantons Suisses : exemples bien frappants de cette même vérité.

Toute loi suppose une autorité. Si le peuple se croit lui-même la source première de l'autorité, il n'y a plus de loi possible ; il ne peut être supérieur à lui-même ; il

pourra défaire ou violer son propre ouvrage. Il faut donc remonter à Dieu, source suprême de toute raison et de toute justice, seul témoin capable de donner aux contrats cette sanction morale qui lie les peuples aussi bien que les rois.

Mais si l'on prétend chasser Dieu de la société, ou, ce qui revient au même, si l'on secoue toute autorité religieuse, il n'y a plus d'autorité, plus de loi, plus de liberté possible. Toute hérésie en niant l'autorité de l'Église, est donc un attentat contre la liberté. Chacun veut avoir sa religion comme il entend ; il voudra aussi un gouvernement comme il entendra ; il se croira le droit de refuser obéissance à l'état, comme il s'est cru le droit de la refuser à la religion. De là l'anarchie, de là le despotisme.

Concluons. Pour la liberté, il faut une autorité ; à cette autorité il faut quelque chose au dessus de l'homme, quelque chose de divin ; l'instabilité, la variation, l'hésitation ne sauraient lui convenir : l'Église Catholique seule peut remplir ces conditions, avec elle seule donc la liberté est possible.

Dans cette seconde lecture, M. Brownson s'est montré encore plus éloquent que dans la première et de fréquents applaudissements ont témoigné que l'auditoire partageait sa conviction.

Un seigneur de village dit à un paysan qui le venait voir : Mon ami, tu prends mal ton temps, viens une autre fois.—Pourquoi ? lui dit le paysan vous gouvernez par le temps, vous devriez avoir une girouette à la tête, afin que l'on connût le temps où l'on pourrait vous voir.

Un fils qui avait un père opulent qui ne lui donnait qu'un revenu modique, s'écriait : *Ah ! que je serai bonne chère, quand je dirai, Notre père, qui êtes aux cieux !*

Épithaphe trouvée dans le cimetière de Lavenham. Quod fuit esse, quod est, quod non fuit esse, quod esse, Esse quod es, non esse, quod est, non est, erit esse.

L'INGRATITUDE.

On ne se souvient que du mal,
L'ingratitude règne au monde ;
L'injure est gravée en métal,
Et le bienfait s'écrit sur l'onde.

CONDITIONS DE CE JOURNAL.

L'*Abeille* paraît, autant que possible, une fois par semaine, pendant la durée de l'année scolaire. Le prix de l'abonnement est de 2s. 6d. par année, payable d'avance par moitié : la première moitié à la rentrée des classes, la seconde, au commencement de l'année. Les Pensionnaires s'abonnent au bureau de l'*Abeille*, et les autres, chez MM. A. et C. Legaré.

HUBERT GIRROIR, Gérant.